



Pour une Europe solidaire

ISSN : 0026-0290

INTERNATIONAL P.05

Centrafrique
Soutenir
les déplacés

EN ACTION(S) P.10

Alphabétisation
Dans chaque mot,
une culture

RENCONTRE P.12

Malick
Une vie
meilleure



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique. Un membre du Secours Catholique vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org



ANNONCE...

LOURDES

Devenez bénévole pour la Cité Saint-Pierre

La Cité Saint-Pierre, antenne du Secours Catholique à Lourdes, qui permet aux pèlerins les plus pauvres de vivre une expérience de ressourcement humain et spirituel, recherche des bénévoles pour l'année 2014, pour des missions entre le 14 avril et le 12 décembre : accueil sur différents sites de la Cité, animation, entretien des pavillons ou des espaces verts ; service au restaurant ou au magasin, plonge, entretien des lieux de culte ; lingerie, ménage, services techniques, organisation de visites guidées, communication. Plus d'info sur la cité : www.citesaintpierre.net.

Adressez votre offre au Service du bénévolat, Cité Saint-Pierre, avenue Mgr-Rodhain - 65100 Lourdes ou par mail à benevolat.csp@secours-catholique.org

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

messages

Mensuel du Secours
Catholique : 106, rue du Bac
75341 Paris cedex 07 • Tél : 01

45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Président et directeur de la publication** : François Soulage • **Direction de la communication** : Thibault d'Hauthuille • **Rédacteurs en chef** : Catherine Rebuffel, Emmanuel Maistre (7576), Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Clémence Véran-Richard (5239) / Pierre Wolf-Mandroux (5239) • Sophie Lebrun (7534) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédactrice en chef adjointe technique** : Katherine Nagels (7476) • **Rédacteurs-graphistes** : Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Élodie Perriot (7583) • **Iconographie** : Claire Ferreyrolles (7532) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 532 983 exemplaires • **Dépôt légal** : n°315263 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs du Loir-et-Cher et de la Meurthe-et-Moselle ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité, une enveloppe retour.



VOTRE COURRIER JEAN-CLAUDE



Quelle aide reçoivent les demandeurs d'asile ?



X. SCHWIBEL / S.C.

Je viens de lire *Messages* de février. Concernant les demandeurs d'asile, je n'ai pas trouvé une information complète à propos de l'aide reçue dans notre pays, notamment financière (...). Je me demande toujours de quoi peuvent vivre ces personnes. À ce sujet, il se dit beaucoup de choses, donc beaucoup de bêtises. J'aimerais pouvoir dire, afin

de rétablir la vérité en la matière, ce qui existe concrètement. Pouvez-vous me donner l'information juste ou m'aider à la trouver ? Dans l'éditorial du magazine, François Soulage insiste pour que les demandeurs d'asile aient le droit de travailler. Si cela est accepté, n'allons-nous pas faire face à une nouvelle polémique, certains estimant que la France aide plus les étrangers ?



G. KERBAOL / S.C.

LA RÉPONSE DE

CLAIRE SABAH, CHARGÉE DE PROJETS
AU DÉPARTEMENT ACCUEIL ET DROITS
DES ÉTRANGERS DU SECOURS CATHOLIQUE

Les aides accordées aux demandeurs d'asile répondent aux "normes minimales d'accueil" définies par une directive européenne. Ces normes sont encore imprécises et évoluent. Théoriquement, un demandeur d'asile peut être hébergé dans un Cada (Centre d'accueil pour demandeurs d'asile) durant l'examen de sa demande par l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides), être couvert par la Couverture maladie universelle (CMU) et recevoir parallèlement une allocation mensuelle de subsistance, variable selon les services offerts par le Cada (de 91 à 718 euros par mois). Mais dans les

faits, une faible proportion de demandeurs d'asile accède aux Cada (20 % d'entre eux). Les autres relèvent du dispositif d'hébergement d'urgence, encombré. S'il n'est pas en Cada, le demandeur d'asile bénéficie de l'Ata (allocation temporaire d'attente) délivrée par Pôle emploi, d'un montant de 340 euros par mois (par adulte demandeur d'asile). En réalité, la plupart des demandeurs d'asile vivent dans une grande précarité. Le droit au travail faciliterait, s'il leur était accordé, leur accès à des ressources, et surtout à la dignité. Le droit de travailler n'est pas une "aide" : nous devons le considérer comme faisant partie du respect dû à toute personne. ■

LA QUESTION DU MOIS

Faut-il contrôler les banques ?

En vue d'éviter une réplique de la crise financière de 2007-2008, la France comme la Commission européenne (un projet de directive bancaire sera soumis au Parlement européen en mai prochain), renforcent leur contrôle sur les banques. Faut-il obliger ces dernières à séparer leurs activités spéculatives de leurs activités économiques pour mieux protéger le système de la finance "casino" ? Ou doit-on refuser la séparation au nom du préjudice potentiel causé à l'économie ?

RÉAGISSEZ

ÉDITORIAL 03**SOCIÉTÉ**

MUNICIPALITÉ
S'engager pour l'action sociale 04

INTERNATIONAL

CENTRAFRIQUE
Soutenir les déplacés 05

EN ACTION(S)

MALI
Citoyenneté, agriculture, environnement...
la Caritas sur tous les fronts 07

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS
Ils parlent pour que cela n'arrive plus 08

ALPHABÉTISATION
Dans chaque mot, une culture 10

RENCONTRE

MALICK
Une vie meilleure 12

DÉCRYPTAGE

Pour une Europe solidaire 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« La vraie richesse, c'est la relation
à l'autre » 22
Parole de l'aumônier général 22

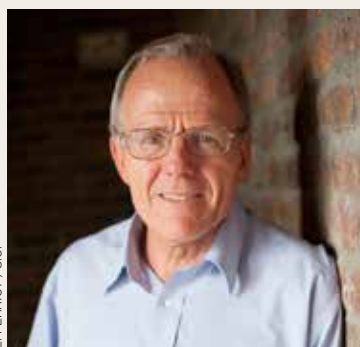
ACTION & ENGAGEMENT

TÉMOIGNAGE
Rencontrer des personnes
très diverses 23

Photo de couverture :

Gaël Kerbaol / Secours Catholique

Joyeuses et fraternelles Pâques !



E. PERRIOT / S.C.

La fête de Pâques est pour tous les chrétiens le moment liturgique le plus important de l'année. Nous célébrons la Résurrection du Christ après sa mort sur la Croix. C'est pour nous le message qu'une vie nouvelle nous attend. Pâques est comme une nouvelle naissance. C'est en tout cas comme cela que je vis cette célébration. Après avoir célébré les offices de la semaine sainte qui nous rappellent que le Christ a donné sa vie pour notre salut, nous célébrons la vie qui triomphe de la mort. Pâques ouvre totalement un avenir, celui de la marche pour la construction d'une société plus fraternelle.

“ Pâques ouvre la marche pour la construction d'une société plus fraternelle. ”

Pour le Secours Catholique, ce moment est essentiel. Cet avenir que nous promet la Résurrection est déjà présent dans l'action au quotidien des bénévoles. Il est présent chaque jour dans nos accueils à travers le sourire qui nous est offert à chacune de nos rencontres, lorsque nous prenons le temps d'une écoute attentive.

Il est présent chez ces mamans qui, enfin, alors qu'elles sont seules pour élever leurs enfants, trouvent dans nos équipes le soutien et l'amitié qui leur manquent tant. La Résurrection, nous la vivons concrètement dans les remerciements que nous recevons, par exemple, à la suite des coups de pouce que vous financez, lorsque les personnes nous annoncent qu'elles commencent enfin à sortir des difficultés et à envisager un avenir plus serein.

Les équipes du Secours Catholique reçoivent de nombreuses personnes qui expriment la peur de l'inconnu. Elles nous disent qu'elles pensent ne pas avoir d'avenir du fait de leur absence de formation, de leur situation familiale ou de ressources financières très insuffisantes. Il n'est pas toujours facile d'entendre ces récits, mais il est essentiel de redire notre confiance dans ce qu'elles peuvent faire elles-mêmes, et de les accompagner dans leur propre "résurrection", dans la restauration de leur dignité d'enfants de Dieu.

Joyeuses Pâques !

FRANÇOIS SOULAGE,
PRÉSIDENT NATIONAL DU SECOURS CATHOLIQUE

MUNICIPALITÉ

S'engager pour l'action sociale

Une fois élues, les équipes municipales sont chargées de renouveler les administrateurs des Centres communaux d'action sociale (CCAS). Depuis 2001*, des bénévoles mandatés par le Secours Catholique peuvent participer à cette instance, pivot du combat contre l'exclusion.



P. DELAPIERRE / S.C.

À u niveau local, la lutte contre la pauvreté s'engage principalement au sein des 4 000 Centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS et CIAS). Ces établissements publics sont gérés par un conseil d'administration, composé de huit personnes élues par le conseil municipal et de huit autres nommées

2 000 représentants du Secours Catholique sont présents en CCAS.

par le maire, qui préside. Depuis 2001*, quatre d'entre elles doivent représenter la société civile engagée : les associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, celles qui soutiennent les personnes âgées, celles qui accompagnent des personnes handicapées, et les associations familiales.

« En tant qu'organisme présent auprès des plus précaires, nous avons aujourd'hui environ 2 000 personnes mandatées comme administrateurs », explique Jean Langeard, responsable du suivi des bénévoles mandatés dans les CCAS et CIAS pour le Secours Catholique. « Leur rôle est fondamental : ils accompagnent les décisions d'action sociale, apportent la connaissance du terrain qu'ils ont acquise dans les équipes locales et essaient d'influer sur les causes mêmes de la pauvreté. » Cette année, chaque délégation locale du Secours Catholique est à nouveau invitée à présenter des bénévoles mandatés auprès des CCAS et CIAS de son territoire. Ces candidats porteront une attention particulière à la mise en place d'une analyse des besoins sociaux, pour mieux guider les actions sociales de la commune. Ils proposeront aussi une meilleure prise en compte de la parole des personnes en précarité au sein du CCAS.

SOPHIE LEBRUN

* Grâce à une loi adoptée en 1998.

LE CHIFFRE DU MOIS

80%

En février, lors d'une enquête menée par le Secours Catholique (et TNS-Sofres), 80 % des maires interrogés ont déclaré considérer qu'il y avait un plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion dans leur commune. Un chiffre en très nette hausse par rapport à 2008 (+ 29 points).

NOTRE BIEN COMMUN

La pensée sociale de l'Église, c'est le secret le mieux gardé de l'Église catholique. Mais aujourd'hui, pour réagir contre l'indifférence de la mondialisation, comme le dit le pape, il faut se l'approprier et continuer à la faire vivre. ”

Voilà pourquoi Monique Baujard, du service national Famille et société de la Conférence des évêques de France (CEF), avec de nombreux partenaires dont le Secours Catholique, a créé un parcours pour faire connaître la pensée sociale de l'Église, intitulé "Notre bien commun". Notre bien commun, par la Conférence des évêques de France, avec un DVD offert, Éditions de l'Atelier, 2014.

PASCAL CANFIN

Pour une loi sur la politique de solidarité internationale



F. DE LA MURE - MAE

Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, s'était engagé à présenter une loi sur la politique de développement et de solidarité internationale, une première en France. Après avoir été adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 10 février, elle viendra devant le Sénat en avril. Elle permettra d'orienter l'aide publique au développement avec cohérence. Coordination Sud, collectif dont fait partie le Secours Catholique, prévient cependant que la responsabilité sociale des entreprises françaises installées à l'étranger ne doit pas être oubliée.

EMPLOI

Un meilleur accès à la formation professionnelle

En mars, le Parlement a adopté une loi sur la formation professionnelle. Dans son rapport statistique, publié en novembre dernier, le Secours Catholique s'était inquiété du faible accès des plus précaires à cet outil de réinsertion fondamentale. Aujourd'hui, il salue la création d'un Compte personnel de formation (CPF) permettant au travailleur de faire valoir ses droits à la formation, où qu'il se trouve et à tout moment. Autre progrès : la suppression de l'accord préalable de Pôle emploi pour commencer une formation.

CENTRAFRIQUE

Soutenir les déplacés

La République centrafricaine (RCA), après plus d'un an de violence, espère que la communauté internationale parviendra à rétablir l'ordre. En attendant, les Caritas diocésaines, nationale et internationales parent au plus pressé.



M. ALEXANDRE / CARITAS INTERNATIONALES

Calme relatif à Bangui, capitale de la RCA, vidée de sa population musulmane. Confusion dans les autres provinces du pays. La Mission internationale de soutien à la Centrafrique (Misca) et les Français de l'opération Sangaris sont seulement 7 000 hommes pour assurer la sécurité d'un pays grand comme la France et la Belgique réunies. Dans plusieurs villes du pays, des milliers de personnes entassées

« Ces déplacés n'osent pas repartir. Ils craignent encore la présence des ex-Séléka, ou des anti-Balaka. »

dans des camps improvisés, s'interrogent sur la tournure que prendront les événements.

« Ces déplacés n'osent pas repartir », explique Quentin Peiffer, membre des urgences internationales au Secours Catholique, présent à Bangui début février. « Ils craignent encore la présence des ex-Séléka, ou des anti-Balaka. De plus, leurs habitations ont généralement été pillées et brûlées. Où pourraient-ils aller ? »

Pour venir en aide à ces populations dans l'impossibilité d'entrevoir l'avenir, les Caritas américaine (CRS) et hollandaise (Cordaid) avec lesquelles travaille le Secours Catholique, épaulent sur le terrain la Caritas nationale et les Caritas diocésaines. Leurs actions pourvoient en biens de première nécessité les personnes qui se sont réfugiées depuis des mois dans des camps, comme à Bossangoa, autour de l'évêché.

JACQUES DUFFAUT

GUATEMALA

« L'insécurité alimentaire règne »



E. PERRIOT / S.C.

Faute de volonté politique, l'insécurité alimentaire persiste dans l'est du pays, déplore Isabel Esquerdo, du pôle Amérique latine du Secours Catholique.

Les paysans guatémaltèques ont été privés de leur droit à l'alimentation pendant les trente-six années d'un conflit armé interne (de 1960 à 1996). Qu'en est-il aujourd'hui ?

La situation s'est peu améliorée ! Les agriculteurs ne peuvent cultiver ni maïs, ni haricots, faute de champs suffisants. À l'éternel obstacle de la concentration de la terre – 1,5 % de la population possède 60 % de la terre agricole – s'ajoute maintenant la pression exercée par les grands propriétaires qui veulent installer, jusque sur les petits lopins des paysans, le palmier à huile africain, culture très en vogue en ce moment.

Les autorités agissent-elles contre l'insécurité alimentaire ?

Le plan gouvernemental "Faim zéro" donne des résultats intéressants chez les enfants de moins de 5 ans. Mais, malgré la distribution de semences – souvent génétiquement modifiées – aux agriculteurs, l'effort de l'État est insuffisant. L'Église catholique, pour sa part, privilégie l'agro-écologie pour favoriser une alimentation diversifiée et de qualité.

PROPOS RECUEILLIS PAR
YVES CASALIS

ALERTE

Turquie : les réfugiés syriens dans le besoin

La Turquie accueille aujourd'hui plus d'un million de réfugiés syriens, femmes, hommes et enfants. Si certains restent cantonnés dans des camps à la frontière syro-turque, un grand nombre d'entre eux se trouvent isolés dans les villages voisins de la frontière ou rallient Istanbul. Les services de Caritas Turquie s'organisent au quotidien pour distribuer des vivres, proposer un accompagnement social et offrir une assistance médicale à ces populations.

En action(s)

Les jeunes accueillent

Un samedi par mois des jeunes du Mej (Mouvement eucharistique des jeunes) apportent bonne humeur et animation, à l'accueil de jour pour femmes, enfants et mères victimes de violence conjugale du Secours Catholique de Tours. Balle au prisonnier, dessin, peinture d'une fresque... ils proposent plusieurs ateliers à la vingtaine d'enfants présents, pendant que leurs mères profitent d'un temps de partage entre adultes. Sous le regard des bénévoles du Secours Catholique et d'animateurs du Mej, ces jeunes de 12 à 14 ans ont récemment fait un atelier cuisine avec des crêpes. « Une première pour certains enfants », raconte Zeinabou Tall, volontaire civique du Secours Catholique de Tours.

Sophie Lebrun



X. SCHWEBEL / S.C.

PAROLE DE MARIE-THÉRÈSE LACOMBE, ÉQUIPE DE BARAQUEVILLE

« Dans notre équipe locale à Baraqueville (Aveyron), nous étions préoccupés par la solitude de plusieurs personnes isolées en milieu rural. Nous voulions une activité qui remédie à cela et soit, en même temps, un espace d'accueil ouvert. C'est comme cela que nous avons organisé des repas partagés.

Quatre fois par an, avec une demi-douzaine de bénévoles, nous préparons ces tables ouvertes paroissiales. Nous achetons généralement le plat principal et nous faisons nous même le reste (hors d'œuvre, dessert, café). Tout est gratuit pour les invités. Pour autant, il y a une petite boîte à dons car nous n'avons pas de réel budget pour ces repas.

Nous nous retrouvons le dimanche midi après la messe, dans la salle paroissiale de l'église et nous passons l'après-midi ensemble. La première table ouverte, il y a trois ans, a rassemblé une trentaine de personnes. Depuis, cela n'arrête pas d'augmenter : en décembre, nous étions 60. Il n'y a pas d'inscription, ce qui nous demande d'être très réactif, de savoir ajuster au dernier moment en rajoutant une



S.C. / TARN AVEYRON

tarte ou en partageant pour que tout le monde ait assez.

Les participants sont des personnes âgées que l'on va chercher pour l'occasion, des paroissiens mais aussi des personnes en grandes difficultés matérielles et morales que l'on reçoit au Secours Catholique. Cette diversité est une grande richesse. Nous la cultivons en faisant attention à ce qu'une famille qui vient pour la première fois ne se retrouve pas seule dans un coin.

Les tables ouvertes accueillent personnes âgées isolées, paroissiens et personnes en difficulté.

Ensuite, l'après-midi, nous proposons une activité, de la musique, un film, un concert dans l'église... Notre recette pour ces tables ouvertes paroissiales se base sur peu d'ingrédients : la simplicité, une équipe organisatrice soudée, et les bons moments sont au rendez-vous. ■

+ SUR PLACE

Secours Catholique Tarn Aveyron,
2 rue Lavedan,
81000 Albi,
05 63 38 56 40.
tarnaveyron.secours-catholique.org

Propos recueillis par
Sophie Lebrun

INITIATIVE

Une laverie solidaire

L'accueil du Secours Catholique d'Aixe-sur-Vienne (87) permet aux personnes accueillies de laver leur linge. Deux machines de 7 kg et un sèche-linge sont à leur disposition pour un euro tous les mardis et vendredis de 14 h à 16 h. Une trentaine de personnes bénéficient de ce service ouvert début 2011. « L'idée est de les dépanner, mais la laverie est surtout un prétexte pour écouter les personnes en difficulté et les aider, à notre niveau, à résoudre leurs problèmes, notamment en les orientant vers les personnes compétentes », explique Joël Betremieux, responsable de l'accueil. L'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp), ayant eu écho de cette initiative, a offert à l'accueil dix machines réparées par ses élèves. Celles-ci ont été proposées aux personnes qui en avaient le plus besoin.

Clémence Veran-Richard

VU SUR PLACE AU MALI

Citoyenneté, agriculture, environnement... La Caritas sur tous les fronts

Caritas Mali y tient beaucoup, particulièrement en cette période de reconstruction du pays : « Si l'on veut accroître la participation électorale, il faut mettre en place des programmes d'information civique et d'éducation à la citoyenneté », déclare Théodore Togo, son secrétaire général. Le partenaire du Secours Catholique lutte ainsi pour « l'élection de personnes intègres auxquelles les citoyens pourront demander des comptes ».

Si le développement de la vie citoyenne est un axe essentiel des actions de Caritas Mali, celle-ci est également engagée dans le développement économique rural du pays. L'association conduit à Bamako un programme de soutien à l'agriculture durable et à l'amélioration de l'élevage. Des villageois utilisent de l'engrais d'origine animale pour leurs champs, épandu grâce à des charrettes fournies par Caritas, et bâtissent des étables à proximité de leurs maisons ; d'autres construisent des diguettes pour aider à l'infiltration de l'eau et empêcher l'érosion.



Pendant ce temps, des familles développent des périmètres maraîchers pour disposer d'une plus grande offre en légumes durant la saison sèche. Ce programme a également un impact sur l'environnement : soucieux de stopper les dégradations causées par les feux de brousse et de maintenir la fertilité des sols, agriculteurs et autorités communales signent des "conventions locales" afin d'interdire les brûlis et de réglementer la coupe de bois. ■

Yves Casalis

Le maraîchage est une des activités les plus encouragées.

À SUIVRE

Se refaire une beauté pour retrouver sa dignité

À l'accueil de jour du Secours Catholique de Mâcon, un jeudi par mois, Sophie Joly installe son salon de coiffure pour les personnes accueillies.

Il y a deux ans, Sophie Joly, coiffeuse à Mâcon, se demande comment s'engager pour les plus démunis. Elle en fait part à une cliente du salon où elle travaille. Celle-ci, proche du Secours Catholique, l'incite à proposer ses services à l'accueil de jour. Le projet se monte : la patronne de Sophie lui offre un bac pour les shampooings et une chaise, le Secours Catholique libère une pièce dans ses locaux, un plombier installe bénévolement

l'arrivée d'eau. Depuis, un jeudi par mois, la jeune femme shampooine, égalise, rafraîchit les coupes de cheveux de ceux qui prennent rendez-vous. Hélène, "cliente" régulière, témoigne : « Jusqu'à là, ma mère me coupait les pointes car je n'avais pas les moyens d'aller chez le coiffeur. Aujourd'hui, je ne suis jamais déçue après un rendez-vous avec Sophie : elle sait regarder les gens. » Tous les adultes accueillis se voient proposer ce service en échange de 2 euros. « Ce temps leur redonne un peu de la dignité que la précarité leur vole », explique Madeleine Jacquemetton, bénévole à l'accueil de jour.

Sophie Lebrun

DROIT AU LOGEMENT

Un anniversaire amer

À l'occasion des 7 ans de la loi sur le droit au logement opposable (Dalo), le Secours Catholique, la fondation Abbé-Pierre et le Dal (Droit au logement) ont organisé une manifestation à Paris le mercredi 5 mars. Face à l'urgence, ils ont dénoncé la lenteur des résultats : 160 000 familles ont été reconnues prioritaires en 2013 en France, 54 000 attendent d'être relogées. Avec succès : le comité de suivi de la loi Dalo a adopté une motion le soir même pour la mise en place d'une cellule d'urgence rassemblant l'ensemble des acteurs du territoire de l'Île-de-France, comme demandé par les associations. Cécile Duflot a reçu ces denières dès le lendemain.

PARTENARIAT INTERNATIONAL

Des mots ensemble

Le Secours Catholique des Hauts-de-Seine, de Paris et du Val-d'Oise ont noué un partenariat privilégié avec la Caritas Sénégal. Depuis décembre 2012, ils éditent ensemble un journal, *Le Chêne et le Baobab*, pour mieux se connaître et rendre compte des liens qui les unissent. À lire sur valdoise.secours-catholique.org ou à demander à chene.baobab@secours-catholique.org.

ÉCHANGE

Un séminaire sur l'accompagnement des Roms en France

Un séminaire national sur l'accompagnement des Roms, organisé par le Secours Catholique, s'est tenu les 7 et 8 février à Évry, dans l'Essonne. De nombreux acteurs de terrain ont partagé leur expérience sur les questions de logement, de santé, d'emploi ou encore de scolarisation des Roms. Les deux tiers des enfants roms, par exemple, ne sont pas scolarisés, notamment à cause des difficultés matérielles rencontrées par leurs parents. Actuellement 20 000 Roms vivent en France, dont 40 % d'enfants.

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Ils parlent pour que cela n'arrive plus

Comme les pays de l'Est, la France doit faire face à la traite des êtres humains, au point qu'un plan national de lutte contre ce phénomène va prochainement être adopté par le gouvernement. Reportage au Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), une association soutenue par le Secours Catholique, qui aide les personnes exploitées à se libérer et se reconstruire.

« **O**ui, il y a des esclaves en France, mais ils sont invisibles », affirme Sylvie O'dy, co-présidente du Comité contre l'esclavage moderne (CCEM), une association soutenue par le Secours Catholique. « Les victimes d'esclavage domestique et de travail forcé sont très difficilement repérables. C'est pour cela qu'il est important de communiquer auprès du grand public. Tous les jours, on en croise peut-être au supermarché ou à la sortie de l'école. Ces quelques minutes de liberté sont essentielles pour les approcher. »

Henri* n'est libre que depuis deux mois. Dans ce village du centre de la France où il a vécu quasiment enfermé durant dix-sept ans, c'est une voisine qui l'a sauvé en alertant le CCEM. Henri avait 20 ans quand il a commencé à travailler pour son "maître", un Français, directeur d'une grande banque et marié à une Franco-Ivoirienne. D'abord à Abidjan puis en France, dans la grande propriété de 8 hectares dont il avait la charge avec un autre domestique lui aussi exploité.

+ À LIRE

Une esclave moderne,
d'Henriette Akofa,
Michel Lafon, 2000.

« On savait quand on commençait mais jamais quand on allait finir. On s'occupait du linge, du ménage, des courses, du service et du terrain, sans jamais un jour de libre, sans être payés. Il avait confisqué nos papiers et il nous disait que si on sortait, on risquait de se faire arrêter et d'être renvoyés en Côte d'Ivoire. »

Après la mort de son père, Henri avait accepté de suivre son patron dans l'espoir d'être régularisé et d'avoir une vie meilleure. Mais ce qui ne devait être que temporaire s'est transformé en enfer. « Mon patron était un homme très influent, il faisait partie de la haute sphère. Qu'est-ce que je pouvais faire contre lui ? »

Quand le Comité le contacte, Henri est sceptique. Un membre de l'association se rend sur place pour lui expliquer ses droits. Ils ont continué de se parler au téléphone. Et Henri a pris sa décision. Il s'est enfui et a coupé tout contact avec son "maître". Pour l'instant il vit chez une amie de son ancienne voisine, en attendant de trouver un hébergement. Mais surtout il n'a plus peur. « Je vais y aller à fond. Je vais porter plainte contre mon patron car il a abusé de ma confiance, il m'a trahi. Quand j'étais isolé, j'avais peur, mais aujourd'hui, avec le soutien du comité, je me sens plus fort. »

Pas de peine dissuasive

Malheureusement, il est très difficile de prouver l'esclavage domestique ou le travail forcé. Cette qualification est pourtant essentielle pour que la victime obtienne le droit au séjour, celui de travailler, l'accès à la santé et aussi la reconnaissance officielle des violences subies. Le plus souvent, les faits sont requalifiés en travail dissimulé. Et dans les rares cas où la traite est démontrée, les coupables ne se voient jamais infliger de peines très sévères. De quoi dissuader un peu plus les victimes de porter plainte. « Attaquer le maître est très compliqué chez des personnes où la soumission est intégrée dans le schéma mental, précise Sylvie O'dy. C'est pourtant essentiel pour leur reconstruction. »

Sofia* a quitté le Togo quand elle n'avait que 16 ans. « L'arrangement ■■■



« La soumission est intégrée dans le schéma mental. »

VU D'AILLEURS ARIELA MITRI, CARITAS ALBANIE

Le défi de la réintégration des victimes



FLORE-AËL SURUN / S.C.

« L'ouverture des frontières après la chute du régime communiste albanais en 1990 a renforcé la migration et favorisé le développement de la traite des êtres humains. Les victimes sont surtout des jeunes filles contraintes à la prostitution, des enfants et des migrants assujettis au travail forcé. Les Roms sont une population visée car vulnérable

Les victimes sont surtout des jeunes filles contraintes à la prostitution, des enfants et des migrants.

à cause de sa pauvreté. Les enfants sont envoyés pendant plusieurs mois en Grèce, au Kosovo, en Bosnie pour travailler, souvent en accord avec leur famille.

Pour lutter contre ce phénomène, Caritas Albanie a formé ses équipes et mené des programmes de sensibilisation auprès des enfants, des jeunes et de leurs parents. Elle a renforcé le rôle de la femme dans la famille. Un plaidoyer est également mené au niveau national et international. Caritas Albanie engage cette année un projet global de réintégration des victimes dans la société. Notre association est déjà ve-

nue en aide à des victimes, mais de manière ponctuelle. Désormais nous travaillons à un projet qui permettra d'identifier les personnes concernées, de leur apporter une aide personnalisée, notamment en formation profes-

Il faut combattre les préjugés pour réintégrer les victimes.

sionnelle, et de travailler avec leurs familles. En effet, ces dernières refusent souvent de les accueillir à nouveau car

elles les considèrent comme souillées. Or sans l'appui de leur famille, il est très difficile de les réintégrer. Tout un travail reste à mener pour combattre leurs préjugés. » ■

Témoignage recueilli par Clémence Veran-Richard

s'est fait entre mon père et sa grand-tante. Une de ses nièces cherchait une domestique. Je devais être payée 100 euros par mois, 50 pour moi et 50 pour mes parents. » C'est donc avec le sourire qu'elle rejoint une famille ayant trois enfants en région parisienne. Mais elle le perd peu à peu. « Je travaillais tous les jours, je n'avais pas le droit de sortir ni d'avoir d'amis. Je mangeais les restes une fois que j'avais débarrassé la table. Ils m'insultaient et me tiraient les cheveux. »

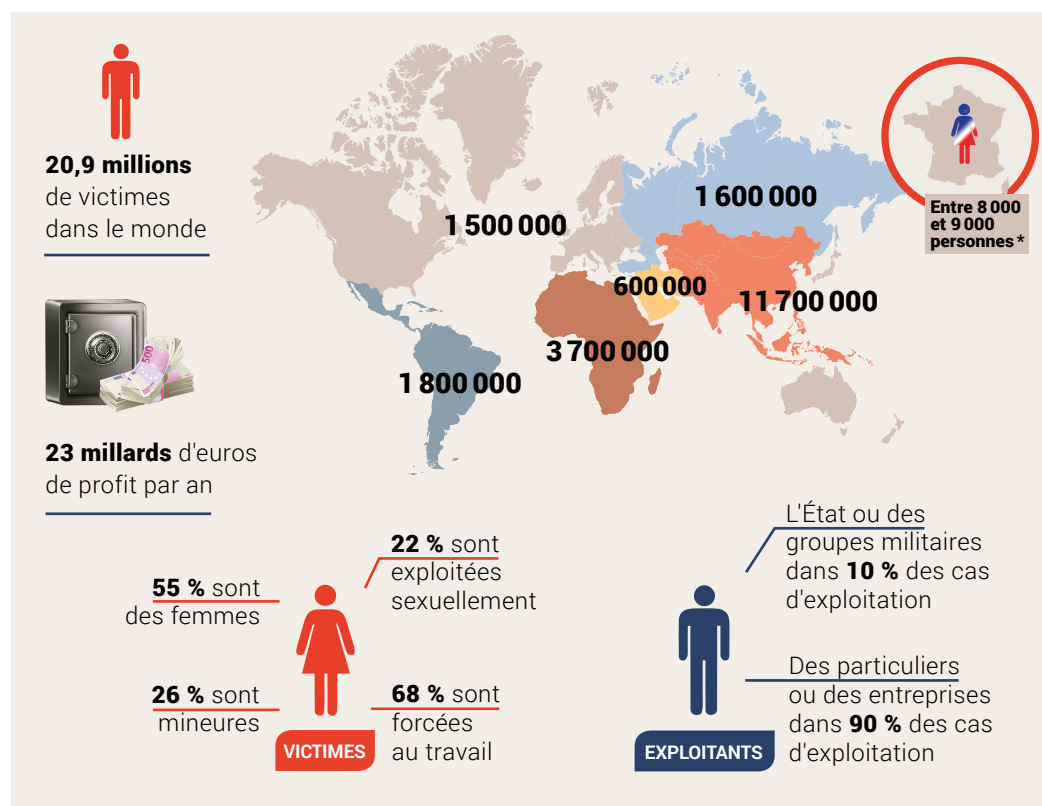
En sept ans, elle ne voit pas un seul médecin et ne parle avec personne, si ce n'est cette voisine dont elle adore le chien. « C'est comme ça que je me suis rapprochée d'elle. Elle me rassurait, me disait qu'elle m'aiderait. » Sofia est finalement secourue par le CCEM et vit aujourd'hui dans un foyer. Elle a revu une seule fois ses anciens patrons et n'a pas osé les regarder dans les yeux. « Je ne voulais pas leur causer du tort. » Elle s'est promis de ne plus jamais baisser les yeux. ■

Concepcion Alvarez

* Les prénoms ont été modifiés.

EN CHIFFRES

La traite des êtres humains dans le monde



Sources : OIT - 2012 - * Source : Free walk foundation - 2013

ALPHABÉTISATION

Dans chaque mot, une culture

À Persan-Beaumont, 70 à 100 personnes participent aux cours d'alphabétisation et de français langue étrangère, que propose le Secours Catholique. Elles y apprennent une langue, mais aussi une culture tout en faisant découvrir la leur.

REPORTAGE SOPHIE LEBRUN

Debout devant une dizaine de petits bureaux, Gladys Dupuis regarde attentivement ses élèves. « Svetlana, peux-tu conjuguer le verbe éteindre au futur ? » La belle Azerbaïdjanaise à lunettes jette un dernier coup d'œil à son cahier de notes avant d'aller noircir le tableau blanc. Au premier rang, Oussi, jeune Malien, recopie ce qu'elle écrit et lui souffle discrètement la réponse quand il la connaît.

Dans la petite salle de classe du Secours Catholique de Persan-Beaumont, Gladys Dupuis dispense,

chaque lundi et jeudi, trois cours de français langue étrangère. « En 2010 j'avais proposé, lors d'une discussion informelle avec des collègues du Secours Catholique, d'ouvrir une classe de français pour certaines personnes que nous accueillons, se souvient-elle. Quelques jours plus tard, une responsable du Cada (Centre d'accueil de demandeurs d'asile) est arrivée au volant d'un mini-bus rempli de demandeurs d'asile désirant apprendre notre langue. »

Si la première difficulté reste les



Délégation du Val-d'Oise

12 rue de la Bastide
95808 Cergy-Saint-Christophe
Tél. 01 30 31 87 30
www.valdoise.secours-catholique.org
valdoise@secours-catholique.org

Équipes locales : 34

Bénévoles : 560

Personnes aidées : environ 9 100

+ À VOIR

Je veux apprendre la France.

Un documentaire de Daniel Bouy sur un groupe de migrants apprenants. 2008, TGA Productions et Télésomme.

différences de niveau, ce sont surtout les échanges interculturels qui marquent la bénévole. « La découverte de la langue d'un pays va bien au-delà de la répétition des mots, la rencontre entre des personnes de différentes cultures est aussi un apprentissage », déclare-t-elle. Elle a dû intervenir pour que les uns et les autres se respectent. « Il y a quelque temps, une femme habituée du cours s'est plainte de ce qu'un nouvel élève ne lui disait jamais bonjour. Il a fallu comprendre les attitudes de chaque côté. » Elle avait été victime de discrimination dans son pays et ne voulait pas revivre cette situation ; lui, de son côté, venait d'un pays où les hommes n'adressent pas la parole aux femmes. « C'est finalement l'un des élèves qui a fait le lien entre les deux. »

Gladys n'oublie pas qu'elle a appris aussi grâce à ces cours. « Il y a quelques mois, un groupe de femmes voilées d'une soixantaine d'années est venu demander à apprendre à lire et à écrire. Ma première réaction a été négative : elles sont en France depuis quarante ans, elles ont eu tout le temps d'apprendre le français et s'intégrer. Si elles ne l'ont pas fait, c'était leur choix. » Elle a quand même accepté. « Aujourd'hui, je réalise tout ce qu'elles m'apportent, la richesse de nos échanges... et la complexité de leur vie. » ■

+ ÉCLAIRAGE JEAN-LUC MOULY,

PRÉSIDENT DU SECOURS CATHOLIQUE DU VAL-D'OISE

Lire, parler, écrire, une forme d'intégration



Jean-Luc Mouly

« **U**ne grande majorité des personnes que nous accueillons dans le Val-d'Oise ne parlent pas le français. La plupart viennent d'arriver en France, d'autres y sont depuis plusieurs années. Ne pas maîtriser une langue, ne pas

savoir écrire, ne pas pouvoir lire est un réel handicap pour toutes les relations sociales et les démarches administratives. C'est pourquoi beaucoup de nos équipes locales ont mis en place des cours d'alphabétisation ou des cours de français langue étrangère (FLE). Certaines proposent des rencontres à deux ou trois personnes pour un suivi rapproché, d'autres donnent de vrais

cours avec plusieurs dizaines de personnes. Cela relève du rôle de l'État, mais celui-ci s'appuie aujourd'hui sur les associations dans ce domaine. Pour nous, cette mission entre complètement dans notre devoir d'accompagnement des personnes en précarité. Car apprendre le français n'est qu'un moyen d'aller vers notre objectif : leur insertion dans la société française. L'alphabétisation, c'est découvrir une culture, c'est être là face aux questions sur les démarches, c'est mieux connaître les gens que nous recevons. Ceux qui frappent à notre porte veulent mieux comprendre notre société et y trouver leur place. Cette forme d'intégration par la langue est une de nos réponses et elle me paraît fondamentale. »

S.L.



1



2

En action(s)

Une lettre après l'Autre

Au local du Secours Catholique de Persan-Beaumont, Gladys suit chacun de ses élèves du cours de Français langue étrangère avec attention **1**, et **3**. Quand elle interroge Svetlana **6**, elle s'assure que la jeune femme réponde avec des phrases complètes. Dans son cours, il y a Mohamad venu d'Afghanistan, Nadège du Togo **5** ainsi qu'un groupe de jeunes Maliens **2**. Elle accompagne aussi un cours d'alphabétisation **4**.

PHOTOS : CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.



3



4



5



6



Rencontre

Malick

Une vie meilleure

Bénévole au Secours Catholique, Malick Kamara, Sénégalais, a connu de longues années de galère en France avant d'être régularisé.

PAR MARINA BELLOT PHOTOS : XAVIER SCHWEBEL / S.C.

En janvier dernier, Malick a connu une « grande joie ». Après douze ans en France, il a enfin obtenu le sésame, celui qui délivre des tourments de la clandestinité. À 47 ans, ce Sénégalais a connu des années sombres, entre petits jobs au noir, centres d'hébergement et foyers. Arrivé en France avec un visa de courte durée, son espoir se résumait alors simplement : trouver ici une vie meilleure. Malick est né en 1967 à Bakel, ville située à l'est du Sénégal. Élevé par

des grands-parents cultivateurs, le petit garçon partage son temps entre l'école et les travaux domestiques. « *J'en ai labouré de la terre !* » se souvient-il. Ses parents, il les voit très peu : ils vivent à Dakar, où son père est infirmier. Celui-ci décédera avant que Malick ne revienne dans la capitale pour faire son service militaire. À Dakar, le jeune homme fait sa place tant bien que mal. Quand il obtient un CDD de gardien au port, il saisit cette occasion pour demander un visa de courte durée pour la France – sans

preuve d'un travail au Sénégal, il n'avait aucune chance de l'obtenir. « *Je savais que ma situation serait toujours précaire au Sénégal. Avec ce visa, je n'avais que le prix du billet d'avion à déboursier.* » Bien moins cher que les 6 000 euros que réclament les passeurs aux candidats au départ, dont certains, engloutis par la mer dans leurs bateaux de fortune, ne posent jamais le pied sur la terre promise. Malick atterrit en région parisienne. Joie d'être en France... et début d'une longue série de déconvenues. Il enchaîne les petits boulots au noir dans la restauration, la plupart du temps comme commis ou plongeur. Il comprend vite que ses employeurs successifs n'ont aucune intention de demander sa régularisation, bien qu'ils puissent le faire au moyen de la procédure dite "d'introduction d'un travailleur étranger en France". Il y a deux ans, Malick pousse la porte du Secours Catholique : il ne veut pas être aidé, mais s'y engager comme bénévole. « *J'avais beaucoup de temps libre que je voulais mettre à profit. L'assistante sociale du Refuge (un foyer à Pantin dans lequel il était alors hébergé, Ndlr) m'a mis en contact avec le Secours Catholique. J'y ai passé un entretien avec Claude (l'ancien délégué du 93). Il m'a dit : « tu as ta place ici. » Si j'avais ma place, alors il fallait que je la garde !* »

BIOGRAPHIE

1967 :
naissance au
Sénégal

2002 :
arrivée en France

2014 :
régularisation



CE QUE JE CROIS

Mon regard sur les autres a changé. J'ai appris la compréhension et la tolérance. J'ai découvert que je pouvais recevoir mais aussi donner. Et que chrétiens et musulmans pouvaient partager les mêmes valeurs. ”

« Dès le lendemain, Malick était à son poste », précise en souriant Marcela, l'animatrice solidarité du département. Avec son naturel désarmant, Malick se fait apprécier tant des salariés et des bénévoles que des personnes accueillies. « Nous n'avons pas présenté Malick comme une personne en situation de précarité, commente Marcela, il est directement arrivé par la case bénévolat. »

Blessure secrète

Très vite, la confiance s'installe et le nouveau bénévole participe à un voyage d'été à Nantes en tant qu'accompagnateur : il s'occupe notamment des enfants pour permettre aux parents fatigués de prendre du temps pour eux, loin des préoccupations du quotidien. Une autre fois, c'est en Normandie qu'il arrive pour le temps d'un week-end fraternel. « On avait besoin de quelqu'un de solide qui soit capable d'être le tuteur d'un gars de la rue », explique Mar-

cela. Malick remplit sa mission avec enthousiasme.

C'est avec une émotion particulière qu'il se remémore sa semaine Diaconia à Lourdes. Lui, musulman non pratiquant, accueilli parmi des chrétiens, simplement, chaleureusement... Il n'en revient pas. « Je partageais ma chambre avec quelqu'un qui, tous les soirs, allumait une bougie pour que ma situation s'améliore », raconte-t-il, encore surpris.

« Malick fait partie de ces personnes qui enrichissent énormément la délégation, souligne Marcela. Il nous démontre que ce n'est pas parce qu'on est en galère qu'on ne peut pas se rendre utile : il y a une grande différence entre précarité matérielle et précarité psychologique. »

Solide, Malick tait ses difficultés, cache ses souffrances. Ceux qui le connaissent bien savent pourtant que sa blessure secrète s'appelle Samba. Un fils de 12 ans qu'il n'a jamais vu. Samba est né au Sénégal

quelques mois seulement après le départ de Malick. « J'ai longtemps espéré pouvoir le faire venir en France avec sa mère », confie-t-il. En fait, il entend ses premiers mots au téléphone, le voit grandir sur un écran d'ordinateur. Maintenant que son père a des papiers, le petit s'impatiente : « Quand est-ce que tu rentres ? »

Aujourd'hui, Malick a un rêve : travailler dur et mettre suffisamment d'argent de côté pour pouvoir ouvrir un restaurant au Sénégal, si possible dans la ville historique de Saint-Louis. ■

+ POUR ALLER PLUS LOIN

Mohamed, esclave moderne de Mohamed Kemigüe, avec Djénane Kareh Tager ; Plon, 2012 : le témoignage d'un sans-papiers ivoirien, ou comment le rêve de France a tourné au cauchemar ordinaire, entre jobs au noir, patrons exploités et douche glacée des squats.

En terre étrangère, Vies d'immigrés du Sahel en Île-de-France d'Hugues Lagrange, Seuil, 2013 : au travers de témoignages d'immigrés, pour la plupart sénégalais, le sociologue Hugues Lagrange dresse un panorama sensible et documenté sur l'immigration sahélienne en France.



L'EUROPE ...
C'EST AUSSI NOUS,
VOUS ET EUX.

DÉCRYPTAGE

POUR UNE EUROPE SOLIDAIRE

INTERVIEW 16
SEAN HEALY

PLAIDOYER 17
CONTRE LA PAUVRETÉ INFANTILE

ESPAGNE 18
CARITAS AU CHEVET DE L'EMPLOI

Du 22 au 25 mai, les citoyens européens seront appelés aux urnes pour renouveler leurs parlementaires. Le Secours Catholique, Caritas Europa et d'autres associations européennes animent pour l'occasion une campagne en faveur d'une Europe plus sociale et plus solidaire. L'Union européenne ne pourra guère éluder ce sujet dans les années à venir, alors qu'elle est de plus en plus malaimée des citoyens européens et que la pauvreté augmente dans les 28 États membres.

SOCIAL

Quand l'Europe s'engage auprès des plus pauvres

L'Europe peine à se faire aimer des citoyens. Beaucoup la perçoivent comme lointaine, peu préoccupée du sort des plus démunis. Elle développe pourtant de nombreuses actions, souvent peu connues, en leur faveur.

ENQUÊTE : PIERRE WOLF-MANDROUX / PHOTO : CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.

Kheira regarde l'objectif sans ciller. Sur l'ardoise qu'elle brandit, ces simples mots : « *Je suis citoyenne française, je suis à la rue. Que fait l'Europe ?* » La photographe qui lui fait face saisit son appareil et immortalise sa demande.

Kheira fait partie de cette dizaine de personnes accueillies par le Secours Catholique de Saint-Denis (93) qui ont exprimé, le 11 février, leurs attentes vis-à-vis des institutions européennes. Cet événement entrainé dans le cadre de la campagne pour une Europe plus solidaire conduite depuis des mois par plusieurs associations européennes, dont le Secours Catholique. « *Nous y associons les personnes en difficulté pour qu'elles puissent témoigner, et réfléchir sur l'impact que pourrait avoir l'Europe sur leur quotidien* », explique Geneviève Colas, spécialiste de la question européenne au Secours Catholique. « *Être citoyen européen, ce n'est pas seulement voter. C'est faire entendre sa voix.* »

Il s'agit d'une nécessité. Car dans les faits, l'Europe sociale peine à se concrétiser. Ses timides avancées sont même parfois menacées. Le Fonds d'ajustement à la mondialisation, qui soutient les politiques de lutte contre le chômage au niveau européen, a par exemple vu son budget annuel passer de 500 à 150 millions d'euros. De même, le Fonds européen d'aide aux plus démunis, important pour l'aide alimentaire, a failli disparaître l'année dernière sous la pression des chefs d'État. Ce Fonds a finalement été sauvé grâce à la Commission et au Parlement européens. La rapporteur du Parlement pour le Fonds social européen (FSE), Élisabeth Morin-Chartier, était en première ligne lors de ce combat : « *Certains chefs de gouvernement, de droite comme de gauche, pensent : "chacun ses pauvres". Or l'une des valeurs fondatrices de l'Europe est la solidarité. On ne pourra pas sortir de la crise actuelle sans Europe sociale.* »

Si l'Europe sociale est loin de faire l'unanimité, elle n'en existe pas moins. De nombreux fonds financent

aujourd'hui la politique sociale européenne, ou "politique de cohésion", dans le jargon bruxellois. Elle s'appuie, entre autres, sur le Fonds européen de développement régional (Feder) et le Fonds social européen. Créé en 1957, ce dernier représente la première ébauche concrète d'une Europe solidaire.

À l'origine, ce fonds permettait à des travailleurs de professions sinistrées, comme celle des mineurs, de retrouver un emploi. Puis le FSE a progressivement élargi son action à d'autres catégories. Pour la période 2014-2020, une nouvelle mission lui a été confiée : favoriser le maintien dans l'emploi, et non plus seulement l'entrée ou le retour sur le marché du travail. « *Il est plus simple de maintenir quelqu'un dans l'emploi que de lui en retrouver un une fois qu'il l'a perdu* », a constaté Élisabeth Morin-Chartier. Le Parlement européen a obtenu que 20 % des 84 milliards alloués au FSE sur la période 2014-2020 soient utilisés pour lutter contre la pauvreté par le biais de l'emploi. C'est une victoire pour les tenants d'une Europe plus sociale, d'autant plus que le budget du FSE a augmenté de 8 milliards d'euros par rapport à la précédente mandature. ■■■

+ LE POINT DE VUE DE ORSOLYA FULOP

Orsolya Fulop, de la Caritas Satu Mare en Roumanie, gère des programmes d'éducation pour les Roms. Une des populations les plus pauvres en Europe.



G. KERBAOL / S.C.

« Nous fournissons aux enfants des stylos, des cahiers, des vêtements chauds et des chaussures pour qu'ils puissent aller à l'école, particulièrement lorsqu'il fait -10° C l'hiver. Les enfants aidés se rendent l'après-midi, après l'école, dans l'un des centres d'éducation que nous gérons. Nous les aidons à faire leurs devoirs. Chez eux, les enfants ne sont que rarement épaulés dans leur travail scolaire, leurs parents étant souvent illettrés. Une fois rentrés dans leur foyer, certains écoliers n'ont

ni chaise ni table pour faire leurs devoirs.

La discrimination dont les Roms peuvent faire l'objet en Roumanie

n'est pas due à une raison d'ethnie ou de culture. Ils sont d'abord stigmatisés parce qu'ils sont pauvres. La population voit qu'ils sont mal nourris, mal vêtus ou qu'ils n'ont pas une bonne hygiène. Ceux qui réussissent ont parfois honte de se dire roms. Lorsqu'ils emménagent dans un quartier plus aisé, ils essaient même de cacher leur origine à leurs voisins. »

Propos recueillis par P.W.-M.

“

Ils n'ont ni chaise, ni table pour faire leurs devoirs.”

”

+ PLUS D'INFOS SUR

www.caritasbucaresti.org

■ ■ ■ Et ceci en dépit d'une baisse globale du budget européen.

Élisabeth Morin-Chartier regrette toutefois que le FSE n'ait pas la visibilité du Feder, qui finance entre autres la construction de bâtiments : « *Sur le terrain, les élus ont une fâcheuse propension à préférer le bitume au capital humain. Un bâtiment s'inaugure avec un beau ruban. L'intégration professionnelle, elle, est moins visible.* »

Technocratique

Moins visible, comme tant d'actions menées par l'Europe. Et c'est bien là le nœud du problème. L'Europe continue de pâtir de son image technocratique et de sa complexité institutionnelle. Élisabeth Morin-Chartier n'en disconvient pas : « *Lorsque je suis arrivée en 2007, il existait sept niveaux de contrôle au sein du FSE avant la validation de certaines demandes d'aide ! Nous avons dû simplifier la procédure.* » « *L'Europe, ce n'est pas de la politique étrangère, c'est la vie quotidienne* », a même dû rappeler Michel Barnier, le commissaire au Marché intérieur, lors d'un débat européen à la Plaine-Saint-Denis le 27 février. Paradoxalement, cette complexité a eu un bienfait : celui de développer une culture du consensus. Jusqu'à, parfois, brouiller les lignes politiques. Tous deux de droite (UMP), Élisabeth Morin-Chartier et Michel Barnier n'en défendent pas moins une ligne à mille lieues de l'ultra-libéralisme. La première soutient la convergence des salaires au niveau de l'Europe, tout comme le ministre des Affaires européennes Thierry Repentin. Michel Barnier, pour sa part, se bat pour régler en profondeur le système bancaire européen. Au point que son administration, la "DG Markt", a été surnommée "DG Marx" par ses détracteurs. Si l'Europe sociale a encore un long chemin à parcourir, elle ne manque pas d'apôtres. ■

À LIRE

Une jeunesse européenne, de Guillaume Klossa, président d'EuropaNova, un think tank européen qui promeut l'intérêt général des citoyens européens. Grasset, 2014.

INTERVIEW SEAN HEALY

« Développement économique et social doivent aller de pair »

Le père Sean Healy dirige le think tank "Social Justice Ireland", qui se bat pour la justice sociale et les droits des personnes vulnérables. Il travaille en lien étroit avec Caritas Europa sur ces questions, au niveau européen.



Quel impact a eu la crise sur les classes moyennes et défavorisées en Europe ?

Il n'y a jamais eu aussi peu d'emplois dans l'Union européenne depuis le début de la

crise en 2008. Le nombre de demandeurs d'emploi européens a atteint un niveau historique en avril 2013 : 26,6 millions de personnes. L'emploi des jeunes est particulièrement inquiétant, avec presque un quart d'entre eux au chômage. Le Comité européen de la protection sociale craint même qu'ils ne deviennent une "génération perdue".

En 2012, un quart de la population de l'Union européenne était menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cela représente 124,5 millions de personnes, soit 4 millions de plus que l'année précédente.

Qu'a fait l'Europe pour les pauvres depuis que la crise est arrivée ?

Lorsque la crise a commencé, l'Europe a dû rapidement défendre l'euro, monnaie qui n'est pas soutenue par un pouvoir souverain. Les dirigeants européens et la Banque centrale européenne étaient déterminés à ce qu'aucune banque ne fasse faillite et qu'aucun détenteur d'obligations ne soit laissé de côté. Ce qui a abouti à une nationalisation massive des dettes accumulées par les banques privées. Ce mouvement a représenté le plus vaste transfert de richesses des citoyens vers les créanciers privés dans l'histoire de l'Europe.

Les dirigeants européens sont intervenus pour protéger les économies les plus vulnérables des marchés financiers. En échange, ils souhaitaient que ces pays entament des réformes structurelles.

Quelles en ont été les conséquences ?

Le Comité européen de la protection sociale a estimé en 2013 que les mesures de consolidation fiscale expliquaient en grande partie la détérioration sociale actuelle. D'autres chercheurs ont souligné que cette austérité a contribué à la perte de confiance des peuples envers leurs gouvernements et les institutions européennes. Une étude d'Eurofound a constaté une montée des tensions entre groupes ethniques, ainsi qu'entre riches et pauvres. L'eurobaromètre montre que les citoyens européens font de moins en moins confiance aux institutions politiques : le niveau de confiance est passé de 50 % en 2008 à 31 % en 2013. Le plus frappant, dans cette étude, est de constater que tous les pays d'Europe ont perdu foi dans le projet européen, qu'ils soient créanciers ou endettés. La viabilité même du projet européen sera menacée si cette tendance se poursuit. Aujourd'hui, de plus en plus de citoyens du Sud de l'Europe voient l'Union européenne comme l'Amérique latine percevait le FMI : une camisole de force qui ne laisse pas de place aux politiques nationales et vide les démocraties de leur contenu.

Comment réduire le fossé entre les plus pauvres et les plus riches ?

Les pays européens qui ont un taux d'imposition inférieur à la moyenne européenne doivent augmenter leurs prélèvements obligatoires. Il est fondamental que les entreprises contribuent à cet effort, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui dans beaucoup de pays.

Il faut aussi mettre en place une taxe sur les transactions financières. Les milliards récupérés permettraient de lutter contre la pauvreté et le changement climatique.

Il faut enfin adopter de nouveaux indicateurs économiques et sociaux, pour remplacer nos traditionnels PIB ou PNB. L'Europe doit reconnaître que le développement économique et le développement social vont de pair.

Propos recueillis par Pierre Wolf-Mandroux

PLAIDOYER

Caritas se mobilise contre la pauvreté infantile en Europe

La pauvreté touche de plus en plus d'enfants en Europe. Caritas Europa et le Secours Catholique alertent régulièrement les institutions européennes sur ce fléau qui compromet la prospérité future du continent.

En 2012, 25 millions d'enfants étaient en situation de risque de pauvreté dans l'Union européenne. Et ce nombre est en augmentation. 28 % d'enfants de l'UE étaient concernés en 2012, soit plus d'un enfant sur quatre, contre 27 % en 2011. Une telle proportion pourrait avoir de graves conséquences. Le Comité européen de protection sociale expliquait l'année dernière que la pauvreté avait un impact négatif avéré sur la santé future de ces enfants, leur éducation et leurs chances de trouver un emploi une fois arrivés à l'âge adulte.

Pour alerter l'opinion et les dirigeants européens, le Secours Catholique et le réseau européen des Caritas se mobilisent depuis plusieurs années. Caritas Europa évalue ainsi tous les ans la politique sociale de l'Europe dans un contre-rapport que le réseau remet à la Commission européenne. « *Nous essayons de vérifier ce que fait l'Europe pour atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté et de croissance de l'emploi tels qu'elle les a définis dans sa stratégie Europe 2020* », explique Jorge Nuño Mayer, secrétaire général de Caritas Europa. L'Europe s'est en effet engagée à sortir de la pauvreté et de l'exclusion sociale 20 millions de personnes d'ici 2020.

Ce contre-rapport s'appuie sur les données du réseau européen des Caritas, présentes dans 23 des 28 pays de l'Union européenne. Dans le contre-rapport de 2013, la question

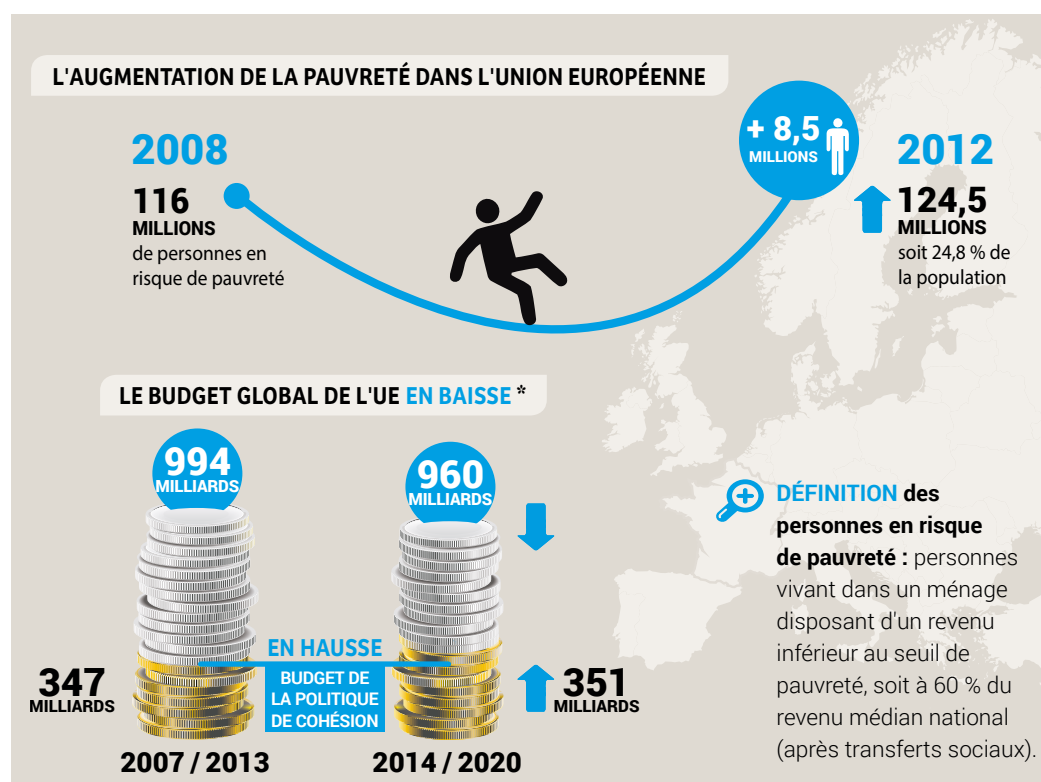
+ À LIRE
L'avenir de l'Etat-providence dans l'Union européenne, 2013. Un rapport de Caritas Europa préfacé par Jean-Claude Juncker. Pour l'obtenir gratuitement, envoyez un courriel à l'adresse suivante : communication@caritas-europa.org

de la pauvreté infantile est considérée comme une « *préoccupation majeure* ». Caritas Europa rappelle que les enfants sont souvent les premiers touchés par les difficultés économiques. Rien qu'au Royaume-Uni, le nombre d'enfants pauvres devrait augmenter de 600 000 d'ici à 2016. En France, de plus en plus d'enfants sont aidés par le Secours Catholique. Ils représentaient 47 % des bénéficiaires en 2011, soit 668 000 enfants, contre 45 % en 2001 (627 000 enfants).

Pour mettre des visages derrière ces chiffres, Caritas Europa a organisé en décembre dernier une exposition au Parlement européen, "Les enfants et la pauvreté". Elle avait été présentée dès novembre à Marseille, lors du dialogue européen organisé par le Secours Catholique. Les enfants pris en photo racontent leur quotidien, tels Simion, 11 ans, qui ne peut pas manger du pain chaque jour, et Manca, 10 ans, qui dort avec ses six frères et sœurs sur des matelas à même le sol.

La Commission européenne a fini par entendre Caritas Europa. En février 2013, elle a émis une recommandation : "Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité". Elle indique aux États membres la manière de lutter contre la pauvreté des enfants. La Commission a notamment repris huit des dix propositions émises par Caritas Europa, telles que le maintien de certains services publics (garderies, allocations familiales...) et l'investissement dans l'éducation. Caritas Europa entend désormais que ses conseils ne restent pas lettre morte. ■

Pierre Wolf-Mandroux



Source : Eurostat - * Source : Commission européenne (ec.europa.eu)



ESPAGNE

L'Europe au chevet de l'emploi, avec Caritas

Avec la crise de 2007, l'emploi est devenu une question prioritaire en Espagne. L'an dernier, Caritas a dépensé 33 millions d'euros, dont 7 millions en provenance du Fonds social européen, pour financer des actions de réinsertion et de formation. Elle aide ainsi des milliers de chômeurs à retrouver une activité et un peu de dignité.

Maria-Jesus enroule une mèche de cheveux avant d'appliquer la couleur. Elle avait obtenu son diplôme de coiffeuse à 18 ans, mais en trente ans les choses ont beaucoup changé. « Mon mari et moi sommes au chômage. Nous touchons 400 euros par mois. Nous avons une fille de

6 ans, un crédit à payer, des factures. Et on a beau chercher du travail, il n'y a rien. » Caritas Madrid est son unique recours. C'est le deuxième cours auquel elle participe et à l'issue des 100 heures de formation offertes, elle envisage de s'installer à son compte. Comme elle, 6 millions de personnes sont au chômage en Espagne.

Pour lutter contre ce fléau, le Fonds social européen intervient dans ce pays depuis les années 2000. Grâce à ces financements, dont 90 % vont à l'emploi, le réseau Caritas a pu intensifier ses actions. Rien qu'à Madrid, trois centres ont ouvert depuis la crise et proposent des cours pour devenir concierge, électricien, cuisinier... Mais les listes d'attente ne cessent de s'allonger. Alors qu'au départ les fonds étaient principalement destinés à réinsérer des personnes immigrées et très éloignées du monde du travail, aujourd'hui, une personne accueillie sur deux est espagnole.

« Nous rencontrons des personnes que nous n'aurions jamais vues il y a seulement quelques années. Qualifiées, elles ne trouvent pas de travail et ne perçoivent plus aucun



embauché, c'était comme gagner à la loterie. » Lorsqu'il est arrivé en Espagne, Dreyner a trouvé du travail comme ouvrier dans le bâtiment. Mais sans prévenir, son patron a mis la clef sous la porte sans lui payer ce qu'il lui devait. Pour Dreyner, c'est le début de la descente en enfer. Il commence à vendre de la drogue pour se faire de l'argent facile mais les choses tournent mal. Tous les soirs, il rentre dormir en prison, en attendant de pouvoir retrouver son scooter, ses collègues et un peu de liberté. Pour Francisco, tout cela est déjà derrière lui. À 46 ans, et après des années à enchaîner des petits boulots et des périodes de chômage, il est prêt à déplacer des montagnes. Son expérience chez Asiscar l'a transformé. *« Mentalement, physiquement, économiquement, je vais beaucoup mieux. J'ai arrêté la drogue, mon ex-femme qui ne voulait plus me voir est devenue une amie et je passe plus de temps avec mes filles. Je suis un autre homme. »* Une pile de CV sous le bras, il s'appête à démarcher toutes les entreprises de transport de la capitale. Et s'il le faut, il achètera une petite moto grâce au microcrédit que propose Caritas Madrid. *« Ce n'est qu'un début »*, l'encourage Tusti Gutierrez, la directrice adjointe en charge de l'emploi. *« Nous serons toujours là pour t'aider. »* Au total, depuis 2007, près de 500 000 personnes ont été accueillies, dont 81 633 ont repris pied dans l'emploi. Cependant cette réinsertion se fait encore dans des conditions très précaires, puisque les contrats signés sont temporaires, allant d'une journée à deux mois maximum. ■

Concepcion Alvarez

L'organisme a fait le pari de l'économie sociale et solidaire avec 22 entreprises d'insertion et 6 coopératives à travers tout le pays.

revenu », s'inquiète Sebastian Mora, secrétaire général de Caritas Espagne. *« Mais nous croyons qu'un monde meilleur est en train de se dessiner grâce aux mouvements citoyens. Nous sommes arrivés aux limites du capitalisme. Le pape lui-même l'a dit, il faut refonder le système. »*

L'organisme a fait le pari de l'économie sociale et solidaire avec 22 entreprises d'insertion et 6 coopératives à travers tout le pays, qui ont permis la création de près de 600 emplois l'an dernier. *« Nous voulons promouvoir un autre type d'entreprise »*, précise Felix Miguel Sanchez, coordinateur emploi au sein de Caritas Espagne, *« plus soucieuse de l'humain que des bénéficiaires et capable de réinsérer les personnes en situation d'exclusion. »*

Deyner, 37 ans, fait partie de ces exclus. Jamais il n'aurait pu être embauché par une entreprise classique. En prison depuis cinq ans, ce Colombien a retrouvé la force de se battre grâce à Asiscar, une entreprise d'insertion du réseau Caritas Madrid qui fait du transport de colis. *« J'avais besoin de bouger et de recommencer à travailler, sinon je serais devenu fou. Quand Asiscar m'a dit que j'étais*

+ POUR ALLER PLUS LOIN

CONSTRUIRE L'EUROPE

À l'occasion de sa campagne pour une Europe plus solidaire, le Secours Catholique a défini trois axes de plaidoyer : la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de l'accueil des migrants et la lutte contre la faim. Pour aider les citoyens à réfléchir sur ces questions et sur la notion de citoyenneté européenne, le Secours Catholique a rédigé plusieurs brochures pédagogiques qui détaillent l'action et l'organisation des institutions européennes. L'une de ces brochures a été réalisée sous la forme d'une bande dessinée. Elle donne des exemples concrets d'actions de l'Union européenne dans le domaine social. Toutes sont consultables sur le site du Secours Catholique consacré à la campagne européenne : www.construireurope.org

LIVRE

Démocratiser l'Europe, du sociologue Antoine Vauchez, éditions du Seuil, 2014. L'auteur plaide pour une démocratisation de certaines institutions européennes fondamentales : la Commission, la Cour de justice et la Banque centrale européennes. Elles restent, aujourd'hui, très autonomes.

Coups de pouce

Le Secours Catholique répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, les prénoms sont modifiés.



APPEL DE BÉATRICE

LORRAINE

Devenir ébéniste-restaurateur

Ayant perdu son emploi, Béatrice voudrait se reconverter dans l'ébénisterie. Elle dispose d'excellents atouts et après la formation nécessaire elle sera un élément de valeur dans son domaine.

Béatrice, 41 ans, travaillait depuis quinze ans chez son employeur lorsqu'un changement de l'équipe dirigeante a déstabilisé son emploi et l'a contrainte à le quitter amiablement. Depuis, Béatrice vit difficilement, cultivant ses fruits et légumes et se chauffant au bois. Il lui faut retrouver une activité professionnelle qui lui permette d'améliorer ses conditions de vie et d'assurer l'éducation, et plus tard les études, de sa fillette de 12 ans qu'elle élève seule.

Béatrice qui restaure elle-même le vieux bâtiment rural qu'elle habite, voudrait tirer parti de son talent pour les travaux manuels en rejoignant une école d'ébénisterie d'art et de restauration dont les débouchés semblent assurés. Béatrice a réussi les tests et a été admise. Plusieurs associations et institutions participent au coût de la formation et elle fournit son épargne. Mais un solde demeure auquel, malgré toute sa détermination, elle ne peut faire face.

2 300 euros lui permettront d'effectuer sa reconversion.

APPEL DE MARIE-LOU

PICARDIE

Un travail, cinq enfants et plus de voiture

Seule pour élever ses cinq enfants de 22 à 12 ans, Marie-Lou, 51 ans, travaille comme aide-soignante à mi-temps.

Son travail éloigné de son domicile et ses horaires décalés la contraignent à utiliser son véhicule hors d'usage qui multiplie les pannes graves. Pour conserver son emploi et faire face aux nécessités de la vie quotidienne, elle doit le remplacer. Le petit revenu de

Marie-Lou, qui ne perçoit pas de pension alimentaire, ne lui permet pas l'achat d'un véhicule d'occasion.

Versez 2 500 euros à cette mère de famille.

APPEL DE ROSA

BRETAGNE

Terminer le permis de conduire

Rosa, seule avec sa fille de 3 ans, n'a qu'un très petit budget. Inscrite à Pôle emploi, elle cherche du travail activement. Or l'accès à l'emploi passe par l'obtention du permis de conduire. Aucune institution n'apportant de participation, Rosa a réussi à financer le code, qu'elle a obtenu. Mais il reste la conduite, au coût trop élevé pour ses faibles moyens.

Offrez-lui 1 000 euros.

APPEL DE LÉONIE

PAYS-DE-LA-LOIRE

Travailler coûte que coûte

Léonie, arrivée en France depuis cinq ans et en situation régulière, a enchaîné sans interruption les petits emplois. Âgée de 61 ans, seule et n'ayant pas acquis de droits à la retraite, elle veut travailler le plus longtemps possible. Or les employeurs potentiels lui opposent de plus en plus son

manque de mobilité : Léonie n'a plus de travail depuis un moment. Elle doit passer le permis. Les organismes sollicités lui ont refusé leur aide. Léonie a financé elle-même le code, qu'elle a réussi. Mais elle ne peut régler le coût de la conduite.

1 000 euros résoudront cette difficulté.

APPEL D'ÉRIC

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Remplacer son moyen de transport

Après une adolescence difficile, Éric, 22 ans, grâce au fort soutien de ses grands-parents et à l'accompagnement des services sociaux, s'insère dans le monde du travail. L'intérim constitue une bonne formule, moyennant des déplacements nombreux.

Éric a pour cela acheté un deux-roues au moyen de sa petite épargne, d'un emprunt et avec l'aide de ses grands-parents.

Mais l'engin a été volé et Éric a dû refuser une mission. Il lui faut remplacer son moyen de transport. Or Éric n'a plus les moyens d'en acheter un nouveau et son assurance ne le couvrirait pas pour ce sinistre.

Conservez à ce jeune toutes ses chances en lui apportant 2 500 euros.



PROJET INTERNATIONAL

Protéger les enfants des rues à Bamako

Précarité générale, progrès économiques lents, familles déplacées par le conflit au nord du Mali vers Bamako : 7 000 enfants errent dans la capitale.

Dans la capitale malienne, 360 garçons et 120 filles en détresse sont suivis par l'équipe de Caritas. Celle-ci les oriente vers des centres d'écoute ou des foyers d'hébergement. Ceux d'entre eux qui ont été chassés du nord du pays par la crise humanitaire et politique de 2012 reçoivent en particulier des équipements scolaires – pour éviter leur déscolarisation – et une aide alimentaire.

Le projet permet également d'alerter les citoyens, la société civile et l'État sur les conditions de vie des enfants des rues et de presser les autorités d'organiser leur protection juridique. La radio et la télévision relaient cette



X. SCHWEBEL / S.C.

campagne tandis que le plaidoyer engagé par Caritas est amplifié, notamment, par les ONG membres de la Coalition malienne de défense des droits de l'enfant.

Un programme pour lequel le Secours Catholique recherche en 2014 un soutien de 40 000 euros.

GRÂCE À VOUS...

Aide à domicile à temps partiel auprès de personnes âgées dans un secteur rural montagneux, Noëlle avait fait appel à votre générosité en décembre 2013. Des réparations successives sur son véhicule, âgé de plus de vingt ans, un déménagement pour quitter un logement insalubre et des ennuis de santé avaient déséquilibré gravement son petit budget. Puis une panne définitive l'avait privée de son moyen de transport. Noëlle devait d'urgence trouver un véhicule d'occasion et, malgré une gestion rigoureuse, elle ne pouvait faire face à cette dépense. Vous l'avez aidée : « *Votre coup de pouce m'offre la sérénité nécessaire pour me déplacer avec un véhicule d'occasion en très bon état* », écrit Noëlle, qui adresse ses sincères remerciements aux donateurs. Et elle conclut : « *Merci.* »

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Votre reçu fiscal 2013

Peut-être avez-vous soutenu nos actions au cours de l'année 2013 ? Si vous êtes imposable, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt sur le revenu.

En effet, les dons versés au Secours Catholique sont déductibles, pour l'année 2013, à 75 % jusqu'à 521 €, puis à 66 % au-delà de cette somme dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (avec un report possible pendant 5 ans).

Pour chaque don, nous adressons un reçu fiscal : par courriel vers votre boîte mail si vous avez fait un don en ligne, par courrier postal si vous avez fait un don par chèque.

Quel que soit le mode, Internet ou traditionnel (envoi postal, remise directe au Centre des finances publiques...), choisi pour remplir votre déclaration de revenus, il n'est plus nécessaire de joindre votre reçu fiscal. Cependant, sur demande du Trésor public, vous devez pouvoir le lui fournir.

À tout moment, nous sommes en mesure de vous transmettre un duplicata de reçu fiscal pour vos dons au Secours Catholique.

N'hésitez pas à contacter votre délégation ou le service donateurs (01 45 49 73 50 ou dept.relationdonateurs@secours-catholique.org).

Sachez que, tout au long de l'année, même si vous effectuez un don par chèque, vous pouvez nous demander de vous transmettre votre reçu fiscal par courriel, en nous communiquant votre adresse mail. Cela nous permettra de réaliser une importante économie sur les frais d'affranchissement.

Soyez de tout cœur remerciés de votre générosité, c'est vous qui nous donnez les moyens de notre action auprès des personnes en difficulté.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique à votre délégation ou au Secours Catholique, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Mali : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 689 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Béatrice : €
- l'appel de Marie-Lou : €
- l'appel de Rosa : €
- l'appel de Léonie : €
- l'appel d'Éric : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de vos impôts sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 526 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique a été audité en 2006 par la Cour des comptes.

ÉVANGILE DE LUC 12,13-15, 29-31



© CENTRE PONTIFICAL MISSIONS DISTRICT, GRAND PALAIS / P. MIGANT - © ADAGP

Gardez-vous de toute avidité

Du milieu de la foule, quelqu'un demanda à Jésus : « *Maître, dis à mon frère de partager avec moi notre héritage.* » Jésus lui répondit : « *Homme, qui donc m'a établi pour être votre juge ou l'arbitre de vos partages ?* » Puis, s'adressant à tous : « *Gardez-vous bien de toute avidité, car la vie de quelqu'un, même dans l'abondance, ne dépend pas de ce qu'il possède.* » Ne cherchez donc pas ce que vous allez manger et boire ; ne soyez pas anxieux. Tout cela, les nations du monde le recherchent, mais votre Père sait que vous en avez besoin. Cherchez plutôt son Royaume, et cela vous sera donné par surcroît.

◀ Étude pour Petites joies de Vassily Kandinsky.

« La vraie richesse, c'est la relation à l'autre »

PAR MARIE, LUCIEN, MARCEL, ÉTIENNETTE ET LES AUTRES

« Parfois je me sens riche, même si je n'ai rien, car je suis entouré de personnes. »

« C'est pas le rôle de Jésus de nous imposer ce qu'il faut faire ou ne pas faire. »

« L'homme s'inquiète toujours de sa richesse. Mais moi, dans le pays d'où je viens, ce sont les gens qui vous amènent au tombeau et non l'argent. Chez moi, les relations avec votre entourage, vos voisins, vous garantissent l'avenir. Ici en Occident, c'est différent, c'est l'argent qui dirige. »

« Parfois je me sens riche, même si je n'ai rien, car je suis entouré de

personnes. Le fait d'être là, en bonne santé, et d'avoir une famille me suffit pour être riche. »

« Cherchez son Royaume ! C'est bien vrai : j'ai toujours des problèmes ; je n'ai rien. Je mets ma confiance dans certaines personnes et je peux être déçu. Mais la foi en Dieu, c'est quelque chose de sûr, je ne peux pas être déçu. »

« Oui, avec moi aussi, le Seigneur n'a jamais échoué. Malgré les difficultés, je me retrouve petit à petit.

J'ai la foi et c'est la plus grande des richesses. »

« C'est vrai. Moi j'ai toujours confiance en Dieu. Il nous connaît et il sait ce dont nous avons besoin. »

« Aujourd'hui je mange quoi ? Pas d'inquiétude, Jésus va s'en occuper. »

« Le Royaume de Dieu, c'est sur la terre. Dieu est parmi nous et son Royaume est déjà là. Quand on fait du bien, le Royaume de Dieu est là. »

« C'est bien de lire la Bible ensemble comme ça. Qui peut avancer seul ? J'ai besoin de comprendre la Bible, c'est elle qui m'éclaire quand j'ai des difficultés, des questions et des doutes. La Parole de Dieu est ma nourriture. » ■

† PAROLE DE L'AUMÔNIER GÉNÉRAL PÈRE DOMINIQUE FONTAINE

Une foi simple et profonde



E. PERRIOT / S.C.

Il y a vraiment de la foi dans ce groupe ! Une foi simple et authentique, enracinée au plus profond des participants. Une foi qui a traversé l'épreuve du doute, de la misère ou de la maladie, et qui reste vivante et vivifiante. Une foi qu'ils n'ont plus peur de proclamer, parce qu'ils sont ensemble pour lire l'Évangile et qu'ils ont vécu cette grande expérience d'Église qu'a été le rassemblement Diaconia. Pour la première fois certainement, des pauvres auront été au centre de la préparation et au cœur d'un rassemblement de toute l'Église catholique en France. Et quand on met ainsi les plus pauvres au

centre, on découvre l'Évangile autrement. C'est vraiment ce que nous propose le pape François quand il dit : « *Les pauvres ont une place de choix dans le cœur de Dieu. Je désire une Église pauvre pour les pauvres. Ils ont beaucoup à nous enseigner. Par leurs souffrances ils connaissent le Christ souffrant. Laissons-nous évangéliser par eux. Mettons-les au centre du cheminement de l'Église.* »

LE GROUPE DE PAROLE

Le groupe du mercredi à Grenoble

Pour se préparer à vivre le rassemblement Diaconia à Lourdes en mai 2013, des personnes accueillies par le Secours Catholique à Grenoble ont commencé à se rencontrer pour lire l'Évangile. Des liens se sont tissés et ce groupe du mercredi continue d'accueillir la Parole de Dieu... et de nouveaux membres.

Contact

john.carron@secours-catholique.org

TÉMOIGNAGE CHRISTIAN BELLARD

Rencontrer des personnes très diverses



Christian Bellard

66 ans
Bénévole
au Secours

Catholique du Berry

2006 : engagement auprès des équipes d'Issoudun, de Reuilly et de Vatan.

« **A**près avoir passé quarante ans comme ingénieur à PSA-Peugeot, ma femme et moi sommes venus vivre dans le Berry pour notre retraite. Naturellement, nous nous sommes tournés vers le Secours Catholique. Mon épouse, ancien professeur de français, a ouvert un cours de français langue étrangère (FLE) tandis que je me proposais à l'accueil du local près de chez nous. Assez vite, on m'a offert d'être bénévole responsable des trois lieux d'accueil avoisinants. Ainsi, aujourd'hui, je passe mon temps entre Issoudun, Reuilly et Vatan (à l'ouest de Bourges). Je gère les équipes locales, j'échange avec les équipes municipales, les assistantes sociales et... je refais les peintures, quand il y en a besoin. Cette diversité d'activité me plaît, je rencontre des

situations variées, des personnes différentes, des cas multiples.

De par ma vie un peu "nomade" – nous avons déménagé 19 fois ! – je me sens proche des personnes migrantes. En ce moment, nous avons des soucis pour aider des familles étrangères qui fréquentent nos accueils. Présentes depuis plus de deux ans, elles n'arrivent pas à obtenir de papiers. Nous traversons des moments difficiles avec elles, le découragement n'est parfois pas loin, mais nous partageons aussi des instants de bonheur autour de petits riens.

Et quand cela aboutit, ça n'a pas de prix. Comme pour cette famille qui a été régularisée en début d'année dernière. Récemment, j'ai croisé les jeunes adultes de cette famille dans la rue, à Châteauroux. Ils sont venus m'embrasser : les deux hommes de 19 et 20 ans ont maintenant trouvé du travail. » ■

Propos recueillis par
Sophie Lebrun

VOUS AUSSI

Vous pouvez à votre tour rejoindre les équipes du Secours Catholique qui s'investissent dans un accueil de jour local de votre région :

www.secours-catholique.org, onglet "délégations".

Agenda

RENCONTRE

Aux nouvelles frontières de la fraternité

L'association Confrontations, en partenariat avec le Secours Catholique, organise le 4 avril au Centre Sèvres à Paris un colloque pour faire émerger les nouvelles formes de solidarité et de fraternité. Sociologues, philosophes, théologiens, acteurs associatifs échangeront sur des solutions pour dépasser la crise contemporaine du vivre-ensemble.

Plus d'information sur www.confrontations.fr.

CONFÉRENCE

Comment défier la crise ?

Le Collège des Bernardins, à Paris, accueille le mardi 1^{er} avril une conférence sur le thème "Défier la crise : l'innovation sociale dans l'entreprise". Une soirée qui sera retransmise en direct sur Radio Notre-Dame et pourra être revue en ligne dès le lendemain sur le site Internet des Bernardins.

Tarif : 5 euros (réduit : 3 euros)

Inscriptions et informations complémentaires : www.collegedesbernardins.fr

JOURNÉE D'ÉTUDE

Les liens familiaux à l'épreuve de la détention

Depuis 2012, une équipe pluridisciplinaire de l'institut des Sciences de la famille de l'Université catholique de Lyon mène une recherche sur la parentalité à l'épreuve de la détention. Le 11 avril, elle anime une journée d'étude et propose un débat autour de ses résultats, sur le thème "Liens familiaux et détention. Comment être parent en prison ? Un défi aux institutions".

Inscription sur www.univ-catholyon.fr/ecoles-fac-instituts ou 04 26 84 52 10 et isf@univ-catholyon.fr.

ENGAGEMENT

Devenez familles de vacances



X. SCHWIBEL / S.C.

Pour les personnes en précarité, les vacances sont l'occasion de nouer des contacts et de reprendre confiance en elles. Le Secours Catholique propose un accueil familial de vacances à leurs enfants : des familles bénévoles accueillent des enfants accompagnés par l'association pour quelques semaines pendant l'été. Et pourquoi pas vous ?

Témoignages, explications et mode d'emploi sur : afv.secours-catholique.org.



À VOIR

Jean Rodhain dévoilé



Qui était Jean Rodhain ? Comment a-t-il façonné le Secours Catholique ? À travers l'histoire de l'homme, un film documentaire produit par le Secours Catholique éclaire le XX^e siècle et l'association qu'il a fondée. Car l'engagement qui a marqué la vie de

ce prêtre et de l'organisation caritative s'est manifesté au fil des événements qui touchaient le monde comme la société française. Première diffusion : lundi 7 avril, 20h40 sur la chaîne Kto ou sur www.ktotv.com

*Permettre à Paul de
se construire un bel avenir*



*Aider Gérard
à sortir de la rue*

*Accompagner Jean dans
sa recherche d'emploi*



*Donner accès
à l'eau à Aminata*



*Soutenir Claire
et sa famille*

LÉGUER POUR SEMER DE L'ESPOIR

Depuis plus de 60 ans, le Secours Catholique agit auprès des personnes en difficulté pour leur permettre de se construire un avenir meilleur. Les legs et assurances vie qu'il reçoit lui sont essentiels pour poursuivre ses actions, d'autant qu'ils sont exonérés de droits de succession. Contribuez vous aussi à ce grand projet d'Espérance et faites vivre, dans le temps, vos valeurs humaines et spirituelles.

Aidons-nous les uns les autres



Carine Smoliga
Conseillère Legs,
Assurances Vie et Donations.
Tel : 01 45 49 75 35

“ Transmettre tout ou partie de ses biens au Secours Catholique est relativement simple et suscite pourtant beaucoup de questions. Je suis à votre disposition pour y répondre ”.

**POUR RECEVOIR NOTRE DOCUMENTATION GRATUITE
ET SANS ENGAGEMENT DE VOTRE PART**

Retournez votre coupon au Secours Catholique, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

I Mlle | Mme | M | Nom

I Prénom Adresse

I Code Postal |

• Au titre de la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Il suffit de nous écrire en indiquant vos nom, prénom et adresse.

